

## Multimédias

---

Numéro 759, septembre 2012

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/67341ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

---

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

---

Citer ce compte rendu

(2012). Compte rendu de [Multimédias]. *Relations*, (759), 39–39.

DVD

**L'AUTRE CÔTÉ DU MUR**

RÉALISATION : DENIS VÉRICEL

AMIS DU PEUPLE DU SAHARA OCCIDENTAL

FRANCE, 2011, 49 MIN.



Voici un documentaire qui fera œuvre utile. On y découvre la nature et l'histoire d'un conflit oublié, voire méconnu. Depuis les années 1970, dans ce territoire quasi désertique et plus grand que le Royaume-Uni qu'est le Sahara occidental, une lutte politique – et armée jusqu'au début des années 1990 – a cours pour le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui.

Le film donne la parole à des témoins qui relatent le travail clandestin du Front Polisario (Front pour la Libération de Saguia el Hamra et le Rio del Oro), en vue du déclenchement de la lutte armée de 1975 (lire L. Addi, «L'interminable conflit du Sahara occidental», *Relations*, n° 735, septembre 2009). Ce mouvement politique, mis sur pied en 1973 dans le but d'en finir avec l'occupation espagnole, s'engage alors dans la lutte pour l'indépendance du Sahara occidental, au moment où l'Espagne franquiste agonisante accordera la souveraineté à la Mauritanie et au Maroc. La première y renoncera et seul le Maroc s'emparera de ce territoire qu'il appellera «Provinces du Sud».

Le terme «Sahara occidental» renvoie aux partisans de l'indépendance aux yeux du royaume marocain qui s'y oppose. Le film nous montre que les mots sont importants dans ce conflit : les témoignages de prisonniers de guerre et de nombreux acteurs disparus pendant de longues années témoignent du lourd tribut payé par ceux qui osèrent déclarer, depuis les camps de Tindouf en Algérie, la naissance de la République arabe sahraouie et démocratique (RASD), en 1976.

La question des réfugiés est aussi capitale dans le film. Le sociologue Ali

Omar Yara explique la stratégie du Maroc : les bombardements au napalm et au phosphore blanc ont confiné les populations nomades locales, surtout les femmes et les vieillards, dans des camps, notamment ceux de Mhairiz et d'Oum Draïga dans la partie orientale, dite «Sahara libre». On découvre alors la logique de division des populations sous-jacente à cette stratégie : séparer cette partie orientale de la partie ouest, riche en ressources naturelles (phosphates, eau, pétrole), au moyen d'un grand mur de sable de près de 2800 km de long. Entre 150 000 et 200 000 réfugiés connaissent aussi l'exil dans des camps situés en Algérie, près de la région de Tindouf. Or, les familles ne perdent pas espoir d'être réunies pour exercer leur droit à l'autodétermination, inspirant le titre du film : *L'autre côté du mur*.

Malgré un cessez-le-feu en vigueur depuis 1991, le Maroc use de subterfuges pour différer la tenue d'un référendum attendu depuis longtemps. Une mission onusienne (MINURSO) est chargée de l'organiser. Le film montre le président de l'Assemblée générale de l'ONU, Miguel D'Escoto Brockmann, parler de la question sahraouie en termes de



«processus de décolonisation». Il ajoute : «malgré les efforts de la communauté diplomatique, le territoire continue d'être occupé». Pourquoi ? Il s'avère que le Maroc dispose d'alliés solides sur la scène mondiale, notamment les États-Unis. À la mort du roi Hassan II, en 1999, ce sont trois présidents américains, deux secrétaires d'État et de nombreux dignitaires occidentaux qui se sont déplacés à Rabat. Même le premier ministre israélien, Ehud Barak, y était.

Dans ce jeu de *realpolitik*, les violations de droits humains auxquelles se livre le Maroc demeurent méconnues. Le film relate plusieurs cas de torture, de même que le travail de mobilisation pour libérer de nombreux militants emprisonnés dans ce pays. À ce jour, le sort de centaines de Saharouis disparus – dont beaucoup de femmes – demeure inconnu, et les dépouilles ne sont pas remises aux familles. C'est ce climat d'impunité et d'humiliations qui jettera les bases du grand soulèvement du camp de Gdeym Izik, à l'automne 2010, décrit comme le premier soulèvement du printemps arabe.

Il faut voir ce film pour réaliser les conditions de dénuement dans lesquelles vivent près de 20 000 personnes, dans des camps de fortune en pleine zone désertique. Ce sont les droits les plus élémentaires des populations qui sont bafoués. Le Maroc revient aux années de plomb en ce qui concerne les militants des droits humains, avec les satisfécits que ne cessent de lui octroyer ses partenaires.

MOULOU D'IDIR

